

À bout portant - Sur la situation actuelle du Rwanda et les perspectives d'avenir

Jean Birara

Colette Braeckman

Le Soir, 7 mai 1994, page 2

Gouverneur honoraire de la Banque du Rwanda

Vous avez réussi de justesse à quitter Kigali, la capitale du Rwanda, où votre vie était menacée. Comment évaluez-vous l'ampleur du désastre ?

- Si je compare la situation actuelle avec d'autres catastrophes qui ont touché mon pays, ceci est le pire drame que nous ayons jamais connu. Il nous faudra des générations pour nous en remettre. En 1959, il y avait déjà eu de terribles massacres, mais le nord du pays n'avait pas été touché et le nombre de victimes était moindre.

Comment expliquez-vous le fait que les massacres actuels se soient étendus à tout le pays, aient été aussi massivement meurtriers ?

- La raison en est très simple : tout avait été préparé de longue date, tant sur le plan militaire que psychologique. Nous savions depuis longtemps

que des listes avaient été établies, et qu'elles circulaient en portant, en nombre croissant, les noms des personnalités à abattre. Listes sur lesquelles je figurais, plusieurs militaires m'en avaient averti. Quant au conditionnement psychologique des gens, on peut estimer que 60 ou 70 % de ce qui s'est passé est dû à la responsabilité de la Radio des Mille Collines. Voici deux ans déjà, j'avais demandé, en Belgique notamment, que l'on nous aide à créer une radio libre, mais nous n'avions pas été écoutés. Il faut dire qu'en Belgique, jusqu'en 1990, le président Habyarimana était considéré comme un saint ou presque, il était hors de question de le critiquer, de le mettre en cause. Il a fallu qu'un nouveau Nonce apostolique soit nommé à Kigali pour qu'une autre vision de la réalité commence à apparaître. C'est l'Eglise qui a commencé à bou-

ger...

L'élimination du président était-elle préméditée ?

- Elle avait été décidée, en 1992 déjà, par certains de ses officiers et elle avait été en quelque sorte reprogrammée pour le 23 mars à minuit. Mais à cette date, ce n'avait pas été possible car le président était demeuré très tard en réunion. Si on a abattu son avion au retour de Dar es-Salaam, c'est parce que les ultras ont considéré qu'il y avait cédé aux pressions, et finalement accepté d'appliquer les accords d'Arusha.

D'après vous, qui les avez vus à l'oeuvre, qui sont les tueurs ?

- Il s'agit essentiellement des milices, et je considère la garde présidentielle elle-même comme une milice. L'armée n'est pas unie et certaines unités étaient hostiles à ces massacres. Quant aux milices, elles sont composées des Interhamwe, qui sont souvent d'anciens militaires qui ont refusé d'être démobilisés et ont gardé leurs armes. Ces milices peuvent être estimées à 50.000 hommes environ, et leur président était leur chef, celui qui les avait créées. Quant aux armes, elles avaient été massivement distribuées : à Gitarama seulement, pour une population de 144.000 habitants, on avait distribué 50.000 fusils.

Croyez-vous que le FPR soit capable de rétablir l'ordre ?

- A première vue, ses soldats sont plus disciplinés, et on peut espérer

que les dirigeants du Front manifesteront le sens de l'Etat. Mais comment prévoir la réaction de soldats dont les parents ont été massacrés ?

Vous lancez aujourd'hui un appel à tous les Rwandais. En quoi consiste-t-il ?

- Je considère que la guerre d'octobre a mis en lumière l'ensemble des problèmes de la société rwandaise, où des hommes et des femmes courageux ont refusé de subir cette lente dérive, et ont multiplié, au péril de leur vie, les contacts et les entretiens pour amener à la table de négociation tous ceux que la violence rebutait. Les accords d'Arusha sont le résultat de ces contacts, ils représentaient une base de cohabitation pacifique, mais aussi la perte de privilèges pour quelques individus proches du président Habyarimana. Ce dernier, en renonçant au sabotage des accords d'Arusha, a signé son arrêt de mort. Aujourd'hui, je lance un appel à ceux qui survivent, au Rwanda ou à l'étranger, pour que soit malgré tout poursuivi le travail de pacification, de réconciliation nationale, même s'il me semble que les accords d'Arusha soient dépassés par les événements. Ne serait-ce que parce que bon nombre de leurs signataires sont morts. Ne croyant pas à l'efficacité d'une force interafricaine envoyée par l'OUA, je demande que des pays comme l'Allemagne, la Belgique, la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne interviennent sans

tarder pour faire cesser les massacres.

Quel pouvoir souhaitez-vous pour le futur chef de l'Etat ?

- Si le chef de l'Etat doit pouvoir bénéficier d'un mandat d'une durée suffisamment longue pour assurer la stabilité institutionnelle du pays, il doit aussi être limité dans ses pou-

voirs de gestion, et le Premier ministre doit voir sa durée d'exercice limitée à cinq années renouvelables.

Tout nouveau régime devra aussi, impérativement, donner des garanties de sécurité aux ethnies minoritaires.

Propos recueillis par

COLETTE BRAECKMAN